



Convention territoriale globale de Montmagny 2022 – 2026

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- La Caisse des allocations familiales du Val d'Oise représentée par le président de son conseil d'administration, Monsieur Jean Yves Delannoy et par sa directrice, Madame Christelle Kissane, dûment autorisés à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

et

- La commune de Montmagny, représentée par son maire, Monsieur Patrick Floquet dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

Ci-après dénommée « la commune de Montmagny » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Sommaire

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE	6
ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF	6
ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE	7
ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS	8
ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES.....	9
ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION	9
ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES	10
ARTICLE 8 - COMMUNICATION	10
ARTICLE 9 - EVALUATION	11
ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 12 - LA FIN DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 13 - LES RECOURS	12
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE 12	
ANNEXE 1 – Diagnostic partagé	13
ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale	
ANNEXE 3 – Plan d’actions 2022-2026	
ANNEXE 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg	
ANNEXE 5 – Evaluation	
ANNEXE 6 – Décision du conseil municipal de la commune de Montmagny	

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf du Val d'Oise en date du 23 mars 2022 concernant la stratégie de déploiement des Conventions Territoriales Globales (CTG) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Montmagny en date du 6 octobre 2022 figurant en annexe 6 de la présente convention.

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de réception préfecture : 18/10/2022

partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, stratégie de lutte contre la pauvreté...

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

- Les caractéristiques territoriales suivantes :
 - **14 209 habitants (données de la commune), le nombre d'habitants est en constante évolution depuis 2013.**
 - **Les habitants sont essentiellement des couples (80%) avec ou sans enfants. La part de familles monoparentales (16.2%) est légèrement supérieure aux indicateurs de la communauté d'agglomération (14.5%) et le département (14.9%).**
 - **Le revenu moyen des allocataires (1767€) est fortement inférieur à celui de la communauté d'agglomération (2560€) et du département (2041€)**
 - **Le taux de couverture Caf est de 66.2%, bien supérieur à celui de la communauté d'agglomération (51.5%) et du département (57.7%)**
- L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles est détaillée dans le diagnostic (annexe1)
- Les territoires (bassins de vie) et les champs d'intervention prioritaires suivants :
 - **Les territoires : la commune compte deux quartiers politique de ville : les Lévriers et le centre ville et un quartier en veille le Barrage.**
 - **Les champs d'intervention prioritaires de la commune de Montmagny :**
 - **La petite enfance : le développement d'une offre d'accueil du jeune enfant et de nouveaux services aux familles**
 - **La parentalité : le développement d'actions de soutien à la fonction parentale**
 - **L'enfance et la jeunesse : le maintien d'une offre de qualité pour l'enfance et le soutien aux initiatives jeunes**
 - **L'animation de la vie sociale : favoriser le vivre ensemble**
 - **L'accès aux droits-insertion : développer et consolider les dispositifs d'insertion et d'inclusion numérique**
- Les objectifs communs de développement et de coordination des actions ainsi que les degrés d'intervention de chaque partenaire sont développés dans chaque fiche action en annexe 3 de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf du Val d'Oise et la commune de Montmagny souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3).

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles concernent :

- L'aide aux familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale :
 - Versement de la prestation d'accueil du jeune enfant pour les familles ayant recours à un(e) assistant(e) maternel(le) ou choisissant d'interrompre leur activité professionnelle pour élever leur enfant
 - Financement en investissement et en fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant, des relais d'assistant(e)s maternel(le)s, aide au démarrage des maisons d'assistant(e)s maternel(le)s
- Le soutien à la fonction parentale et la facilitation des relations parents-enfants :
 - Versement de prestations d'entretien aux familles (allocations familiales, allocation de rentrée scolaire)
 - Financement de structures et de services dédiés à la jeunesse et au soutien à la fonction parentale : lieux d'accueil enfants parents, centres de loisirs, aides aux départs en vacances, contrats locaux d'accompagnement à la scolarité, réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents, accès aux structures de médiation familiale, espace rencontres ...
 - Accompagnement social proposé aux familles confrontées à un événement de vie fragilisant (séparation, décès d'un enfant, décès d'un conjoint)

- L'accompagnement des familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement :

Accusé de réception en préfecture
0962-21904271-2022-0009-DL-2022-096
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

- Versement de prestations pour soutenir les ménages à faire face aux charges de logement
 - Financement de foyers de jeunes travailleurs
 - Versement d'aides extralégales aux familles pour améliorer leur cadre de vie (équipement) ou leur habitat
 - Accompagnement social proposé en cas d'impayés de loyer pour les bénéficiaires d'une aide au logement familial
- La création des conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes et des familles
- Versement des prestations liées à la précarité, au handicap et à l'aide aux foyers monoparentaux
 - Soutien à l'investissement et au fonctionnement des structures d'animation de la vie sociale (centre social, espace de vie sociale)
 - L'accompagnement social des familles monoparentales bénéficiaires de RSA âgées de moins de 26 ans avec un seul enfant de moins de 3 ans à charge ou en situation de première grossesse quel que soit leur âge.

Du point de vue qualitatif, en fonction des différents profils de publics, les travailleurs sociaux proposent des rendez-vous personnalisés et des informations collectives dans le cadre de parcours attentionnés. En fonction des besoins repérés, des actions en faveur de l'inclusion numérique peuvent être développées pour faciliter l'accessibilité aux services en ligne.

Toutes les interventions de la Caf sont orientées vers l'accès aux droits et le développement des services aux familles.

En matière de petite enfance, de jeunesse, de parentalité et d'animation de la vie sociale, les actions conduites s'effectuent en lien avec le schéma départemental des services aux familles.

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

La commune de Montmagny met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

- **La petite enfance**
 - Information et accompagnement des familles à la recherche d'un mode d'accueil
 - Prise en charge des enfants dans des crèches collectives ou dans une crèche familiale
 - Admission d'enfants issus de familles vulnérables ou en insertion dans les structures collectives
- **L'enfance et la jeunesse**
 - Soutien des professionnels dans l'accompagnement des enfants porteurs de handicap
 - Développement d'actions éducatives, culturelles et de loisirs en direction des enfants et des jeunes
 - Signature d'un PEG
 - Existence d'un conseil municipal d'enfants
- **Animation de la vie sociale et insertion-accès aux droits**
 - Pilotage du centre social
 - Développement d'actions en direction des familles
 - Politique culturelle et intergénérationnelle

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

- Accompagnement des habitants par l'existence d'un réseau partenaire
 - Soutien à la vie associative
 - Organisation d'actions d'insertion vers l'emploi
 - Existence d'un SIJ
- **La parentalité**
- Actions de soutien à la fonction parentale
 - Sorties familles proposées pendant les vacances scolaires
 - Organisation de groupes de parole

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont :

- **L'adéquation entre l'offre et les besoins sur le territoire en matière de petite enfance**
- **L'accès aux modes de garde pour les familles les plus vulnérables**
- **La prise en compte des publics porteurs de handicap**
- **Le soutien de la jeunesse du territoire**
- **Le développement d'actions adaptées en faveur des familles**
- **La coordination des acteurs locaux**
- **La promotion du vivre ensemble et l'amélioration du cadre de vie**
- **La facilitation administrative en privilégiant les téléprocédures**
- **Une offre de services aux habitants pour lutter contre le non recours**

Les champs d'intervention conjoints sont déclinés en objectifs thématiques :

Petite enfance :

- **Développer l'offre d'accueil du jeune enfant sur la commune**
- **Etudier l'opportunité de relancer le PCPE sur la commune**
- **Maintenir une offre d'accueil en faveur des familles en insertion**
- **Accompagner les professionnels de la petite enfance pour l'accueil des enfants porteurs de handicap**

Enfance-jeunesse :

- **Soutenir et professionnaliser le métier d'animateur sur les temps périscolaires**
- **Maintenir une offre d'accueil de qualité dans les ALSH**
- **Pérenniser les actions de sensibilisation sur la pause méridienne**
- **Maintenir une offre de séjour pour les enfants de 4-11 ans**
- **Soutenir l'engagement citoyen des jeunes**
- **Créer des actions de sensibilisation et de prévention pour la jeunesse**
- **Maintenir une offre diversifiée pour la jeunesse sur la commune**
- **Etudier l'opportunité d'ouvrir un 2eme SIJ sur la commune**

Parentalité :

- **Renforcer les actions de soutien à la fonction parentale**
- **Développer les réseaux d'entraide et groupe de parole**
- **Maintenir les sorties familles pendant les vacances scolaires**

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

Animation de la vie sociale :

- **Restructurer et consolider le pilotage du Centre Social**

Insertion et accès aux droits

- **Pérenniser les actions d'insertion vers l'emploi pour tous les habitants de la commune**
- **Dynamiser le réseau partenaire sur la commune**

Inclusion Numérique

- **Offrir un réseau wifi gratuit aux habitants dans les structures communales**
- **Etudier l'opportunité d'une labellisation Point Numérique Caf**

L'annexe 3 de la présente convention, précise le plan d'actions pluri-annuel de la Ctg. Il est constitué des fiches actions programmées sur les 5 années à venir ainsi que les critères d'évaluation retenus. Les actions choisies sont en lien avec les enjeux identifiés dans le cadre du diagnostic partagé.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf du Val d'Oise et la commune de Montmagny s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du Contrat enfance et jeunesse passé avec la collectivité signataire, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1¹ à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

¹ Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf et de la commune de Montmagny.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf et la commune ;

Le secrétariat permanent est assuré par la Caf et la commune.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'ils doivent tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 3 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'Annexe 3 pour chaque action et de l'annexe 5 pour les effets de la démarche Ctg sur le territoire.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026
La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

ARTICLE 12 - LA FIN DE LA CONVENTION

- Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre

Accusé de réception en préfecture
18/10/2022
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 - LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait àLe.....2022

En autant d'exemplaires originaux que de signataires

La Caf		La commune de Montmagny
La Directrice Mme KISSANE	Le Président M. DELANNOY	Le Maire M. FLOQUET

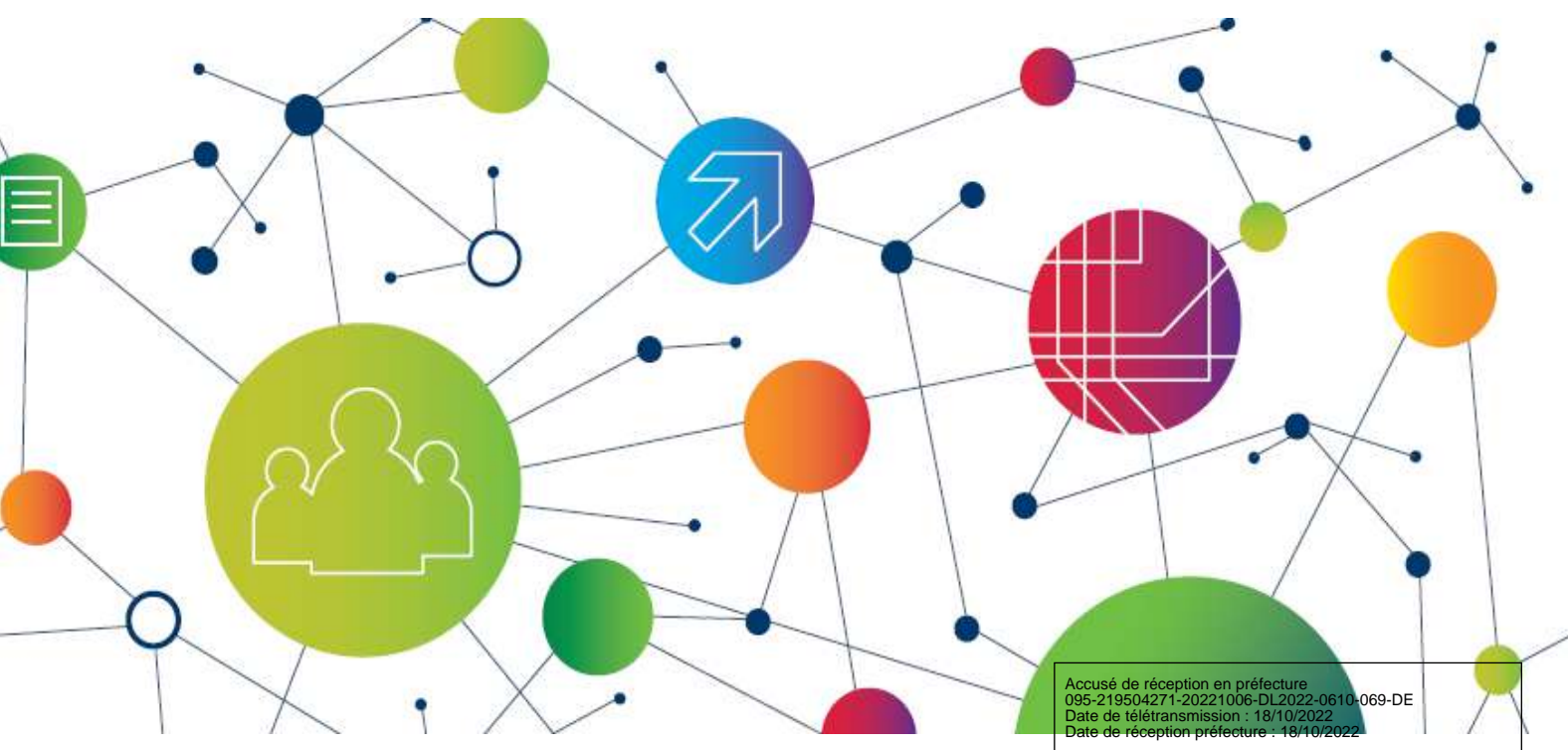
Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

Ville de Montmagny Caf Val d'Oise

DIAGNOSTIC Convention

PARTAGÉ Territoriale

Globale



Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

LES CHIFFRES CLÉS

DONNEES DE CADRAGE

① Démographie : INSEE	MONTMAGNY	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
-----------------------	-----------	------------------------	------------

Population en 2017	14 173	182 620	1 228 618
--------------------	--------	---------	-----------

Evolution de la population entre 2013 et 2017	2,2%	1,6%	2,8%
---	------	------	------

Structure d'âge

Moins de 18 ans	27,4%	24,3%	26,0%
-----------------	-------	-------	-------

De 18 à 24 ans	10,4%	8,1%	8,8%
----------------	-------	------	------

De 25 à 39 ans	20,5%	19,4%	20,5%
----------------	-------	-------	-------

De 40 à 64 ans	30,6%	32,5%	31,5%
----------------	-------	-------	-------

65 ans et plus	11,1%	15,8%	13,3%
----------------	-------	-------	-------

Structure familiale (en %)

Part de familles monoparentales	16,2%	14,5%	14,9%
---------------------------------	-------	-------	-------

Part de couples avec enfant(s) à charge	46,9%	44,7%	46,5%
---	-------	-------	-------

Part de couples sans enfant	33,1%	37,4%	35,0%
-----------------------------	-------	-------	-------

Part de personnes seules	3,8%	3,3%	3,5%
--------------------------	------	------	------

② Socio-économique	MONTMAGNY	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
--------------------	-----------	------------------------	------------

Données Insee

Revenu fiscal de référence moyen par foyer en 2019	24 241 €	34 450€	28 005 €
--	----------	---------	----------

Données Caf

Revenu moyen des allocataires	1 767 €	2 560 €	2 041 €
-------------------------------	---------	---------	---------

Revenu médian des allocataires	1 253 €	1 654 €	1 401 €
--------------------------------	---------	---------	---------

Différence du revenu médian par rapport au revenu moyen	-29,1%	-35,4%	-31,4%
---	--------	--------	--------

Part d'allocataires à bas revenus	39,9%	28,8%	32,8%
-----------------------------------	-------	-------	-------

Part d'allocataires au Rsa	16,9%	11,4%	13,9%
----------------------------	-------	-------	-------

Part d'allocataires bénéficiaires de la prime d'activité	26,6%	27,2%	28,4%
--	-------	-------	-------

Taux d'activité féminine parmi les couples allocataires avec ou sans enfants	62,9%	74,2%	68,1%
--	-------	-------	-------

Taux d'activité des mères monoparentales allocataires	75,8%	83,6%	80,0%
---	-------	-------	-------

③ Public allocataire : CAF	MONTMAGNY	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
----------------------------	-----------	------------------------	------------

Nombre d'allocataires	3 261	32 815	251 236
-----------------------	-------	--------	---------

Evolution du nombre d'allocataires entre 2015 et 2019	21,6%	21,0%	21,0%
---	-------	-------	-------

Nombre de personnes couvertes par au moins une prestation de la Caf	9 385	94 028	708 932
---	-------	--------	---------

Taux de couverture Caf	66,2%	51,5%	57,7%
------------------------	-------	-------	-------

Part des allocataires avec enfant(s) à charge	61,9%	64,8%	62,2%
---	-------	-------	-------

Sources : Insee 2017 + CAF 2015-2019

Analyse des données socio-démographiques et éléments de contexte :

Le nombre d'habitants est en augmentation constante depuis 2013.

Cet indicateur explique en partie l'augmentation du nombre d'allocataires sur la commune.

Le taux de couverture Caf (66.2%) est supérieur ceux de la communauté d'agglomération (51.5%) et du Département (57.7%).

Le revenu fiscal de référence moyen est inférieur de 10 209 € à celui de la communauté d'agglomération.

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de mise en ligne : 18/10/2022

PETITE ENFANCE

① Démographie : INSEE	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre de naissances domiciliées en 2017	220	2 479	19 758
Evolution du nombre de naissances domiciliées entre 2013 et 2017	-17,6%	-4,9%	0,6%
Nombre de 0-2 ans révolus en 2017	707	7 434	53 873
Evolution du nombre de 0-2 ans révolus entre 2013 et 2017	3,4%	2,4%	-0,7%

② Socio-économique : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Part des femmes actives allocataires avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus	59,1%	70,3%	63,3%
Part des familles allocataires biparentales avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus dont les deux parents travaillent	38,3%	48,0%	40,0%

③ Public allocataire : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Part des familles allocataires ayant au moins un enfant de 0 à 2 ans révolus	31,4%	29,3%	30,8%
Part des familles monoparentales avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus	17,2%	14,8%	17,1%
Part des familles nombreuses avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus	34,5%	26,7%	29,5%
Nombre d'enfants de 0-2 ans révolus	718	6 881	53 563
Evolution du nombre d'enfants de 0-2 ans révolus entre 2015 et 2019	5,9%	0,2%	0,9%
Nombre d'assistant(e)s maternel(le)s actif(ve)s au moins un mois dans l'année (PAJE EMPLOI 2019)	59	770	5 007
Evolution du nombre d'assistant(e)s maternel(le)s entre 2015 et 2019	-11,9%	-11,6%	-12,1%

Sources : Insee 2013-2017 + CAF 2015-2019

Analyse des données socio-démographiques et éléments de contexte :

La baisse du nombre de naissances sur la commune est plus importante (-17.6%) que sur la communauté d'agglomération (-4.9%) et le Département (0.6%).
Le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s est en forte décroissance (-11.9%) de même que sur la communauté d'agglomération -11.6% et le Département -12.1%.

Structures existantes :

- crèches collectives : multi-accueil des Sablons, mini-crèche Berteaux et micro-crèche Lévriers
- crèche familiale
- relais petite enfance

Activités proposées :

- Prise en charge des enfants dans les crèches municipales
- Informer, accompagner les familles sur les démarches employeur et animer les accueils jeux

Enjeux :

- L'adéquation entre l'offre et les besoins sur le territoire en matière de **petite enfance**
- L'accès aux modes de garde pour les familles les plus vulnérables

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

① Démographie : INSEE	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre d'enfants de 3 à 5 ans révolus	623	7 347	55 347
Evolution des 3-5 ans sur 2013-2017	6,0%	2,7%	2,9%
Nombre d'enfants de 6 à 17 ans révolus	2 550	29 512	209 875
Evolution des 6-17 ans sur 2013-2017	-2,0%	2,1%	4,8%
Nombre d'enfants de 18 à 24 ans révolus	1 480	14 819	107 929
Evolution des 18-24 ans sur 2013-2017	-2,2%	-5,0%	-4,0%

② Public allocataire : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre d'enfants d'allocataires entre 3 et 17 ans révolus	3 382	33 964	252 831
Nombre des 3-5 ans révolus	700	6 811	52 698
Part des 3-5 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	19,9%	18,4%	19,3%
Part des 3-5 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	36,6%	25,9%	31,2%
Nombre des 6-11 ans révolus	1 433	14 642	108 290
Part des 6-11 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	23,0%	22,8%	22,9%
Part des 6-11 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	33,9%	21,4%	27,8%
Nombre des 12-15 ans révolus	904	8 941	64 725
Part des 12-15 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	25,2%	27,1%	27,4%
Part des 12-15 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	39,2%	23,5%	29,6%
Nombre des 16-17 ans révolus	345	3 570	27 118
Part des 16-17 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	26,7%	31,1%	31,5%
Part des 16-17 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	44,9%	26,8%	33,7%
Nombre d'enfants de 3 à 17 ans bénéficiaires d'AEEH	60	797	6 457

Sources : Insee 2013-2017 + CAF 2015-2019

Analyse des données socio-démographiques et éléments de contexte :

La seule tranche d'âge à la hausse (+6%) est celle des 3-5 ans, contrairement aux 6-17 ans (-2%) et aux 18-24 ans (-2,2%). Les 6-15 ans représentent 69,10% du nombre d'enfants allocataires. 40% des 12-17 ans vivent dans des foyers à bas revenus ce qui est plus élevé que sur deux autres échelons. Environ un quart des enfants de 3 à 17 ans vivent dans un foyer monoparental.

Structures existantes :

- Espaces Jean-François VILLEMANT et Suzanne VALADON
- Centres de loisirs maternel LES VERGERS et primaire LE CORNOUILLER
- Accueils périscolaires

Activités proposées :

- Prise en charge des enfants dans des structures qui leur permettent de se divertir avant et après l'école
 - Mise en place de programmes d'animation diversifiés et variés en y intégrant des sorties culturelles, artistiques et sportives ainsi que des stages et des séjours d'été
 - Fonctionnement du conseil municipal des jeunes
 - Implication des jeunes dans la définition des programmes d'animation et l'organisation des séjours de vacances

Enjeux :

- La prise en compte des publics porteurs de handicap
- Le soutien de la jeunesse du territoire

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

PARENTALITE

① Démographie : INSEE	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre de familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans	1 952	25 045	173 906
Evolution du nombre de familles avec un enfant mineur entre 2013 et 2017	-0,9%	2,1%	2,2%
② Public allocataire : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre de familles allocataires	2 020	21 256	156 325
Evolution du nombre de familles allocataires entre 2015 et 2019	6,9%	5,2%	5,9%
Part des familles allocataires à bas revenus	44,3%	28,1%	35,5%
Nombre de familles allocataires monoparentales	574	5 940	44 684
Part des familles allocataires monoparentales	28,4%	27,9%	28,6%
Part des familles allocataires monoparentales à bas revenus	56,3%	42,5%	48,5%
Nombre de familles nombreuses allocataires	684	5 610	45 578
Part des familles nombreuses	33,9%	26,4%	29,2%
Part des familles nombreuses à bas revenus	39,9%	28,2%	35,4%
Nombre de séparations avec enfants à charge parmi les familles allocataires	37	394	2 934
Taux de séparation parmi les familles allocataires	2,0%	2,1%	2,1%
Nombre de bénéficiaires de l'ASFR	14	170	1 300
Part des familles monoparentales bénéficiant de l'ASFR	2,4%	2,9%	2,9%
Nombre de décès en 2019	5	49	346
Enfants	-	10	90
Parents	5	39	256
Ratio de décès parmi les familles allocataires	0,3%	0,3%	0,2%

Sources : Insee 2013-2017 + CAF 2015-2019

Analyse des données socio-démographiques et éléments de contexte :

La population de la commune se compose essentiellement de familles (63.1%). La part de familles allocataires à bas revenus sur la commune (44.3%) est supérieure à celle de la communauté d'agglomération (28.1%) et le département (35.5%).

La part de familles nombreuses sur la commune (33.9%) est supérieure à la communauté d'agglomération (26.4%) et le département (29.2%), une alerte est à poser sur les familles nombreuses à bas revenus 39.9% pour la commune, 28.2% pour la communauté d'agglomération et 35.4% pour le département.

Structures existantes :

- Services de la ville (CSC Saint-Exupéry, Petite enfance, Scolaire, CCAS, PRE)
- PMI

Activités proposées :

- Ateliers parents-enfants, sorties familiales, CLAS, groupes de parole, permanences CAF et psychologue, soutien moral, mise en place de parcours éducatif et sanitaire, places en crèche, cantine, accompagnement des enfants sur le temps périscolaire, aide aux habitants (parents) en difficulté.
- Accompagnement des parents et des enfants de 0 à 6 ans sur le plan de la santé, groupes de parole et proposition d'ateliers ludiques.

Enjeux :

- Le développement d'actions adaptées en faveur des familles

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

INSERTION - ACCES AUX DROITS - ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

① Socio-économique INSEE	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Taux d'activité des 15-24 ans	38,1%	36,6%	38,8%
Dont actifs ayant un emploi	72,0%	75,3%	73,1%
Taux de chômage des 15-24 ans	28,0%	24,7%	26,9%
Taux d'activité des 25-64 ans	80,5%	85,8%	83,8%
Dont actifs ayant un emploi	87,9%	89,9%	88,3%
Taux de chômage des 25-64 ans	12,1%	10,1%	11,7%
Part des cadres	11,4%	18,4%	13,6%
Part des professions intermédiaires	18,3%	21,9%	20,6%
Part des employés	22,1%	21,2%	22,6%
Part des ouvriers	13,8%	9,7%	13,0%
Part des artisans et commerçants	3,6%	4,3%	3,6%
Part des retraités	5,4%	5,2%	4,9%
Autres personnes sans activité professionnelle	23,5%	18,2%	20,2%
② Public allocataire : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Bénéficiaires du Rsa	552	3 752	34 910
Nombre de personnes couvertes par le Rsa	1 188	7 453	72 778
Bénéficiaires du Rsa majoré	62	436	4 227
Part des familles bénéficiaires du Rsa	15,7%	9,4%	12,7%
Bénéficiaires de la prime d'activité	868	8 914	71 415
Nombre de personnes couvertes par la prime d'activité	2 030	18 486	159 538
Bénéficiaires de la prime d'activité majorée	50	543	4 447
Part des familles bénéficiaires de la prime d'activité	20,7%	18,5%	21,6%
Part des allocataires dépendants des prestations à 50 % ou plus	26,0%	18,8%	21,9%
Part des allocataires avec enfant(s) à charge dépendants des prestations à 50 % ou plus	59,7%	46,8%	54,2%
Jeunes de 16-17 ans révolus sans activité	25	203	1 784
Part d'inactifs chez les jeunes de 16-17 ans révolus	7,2%	5,7%	6,6%
Zone d'influence : nombre d'allocataires pour un centre social			
Sources : Insee 2017 + CAF 2019			

Analyse des données socio-démographiques et éléments de contexte :

Le taux d'activité des 15-24 ans sur la commune (38.1%) est en adéquation avec celui de la communauté d'agglomération (36.6%) et le Département (38.8%).

La part d'allocataires dépendants à plus de 50% des prestations (26%) est supérieure à celle de la communauté d'agglomération (18.8%) et le département (21.9%).

Les Catégories Socio-Professionnelles les plus représentées sont les professions intermédiaires (18.3%) et les employés (22.1%).

La part des familles bénéficiaires de RSA est de 15,7%, supérieure de 4 points à celle de la communauté d'agglomération et de 3 points au département. Il en est de même pour les allocataires dépendants des prestations familiales avec 26% pour la commune, 19% pour Plaine Vallée et 22% pour le Val d'Oise

Structures existantes :

- Centre socioculturel, CCAS
- Espace Jean-François VILLEMANT où est implanté le CIJ

Activités proposées :

- Permanences CAF et emploi, sorties familiales, séjours famille, animations festives, café des parents, gym, sophrologie, yoga.
- Handicap, logement, RSA, santé, animations festives.
- CLAS pour l'aide aux difficultés scolaires
- Forums sur différents thèmes : emploi, salon collégiens/lycéens/étudiants/parents d'élève, etc
- Projets autonomes

Enjeux :

- La coordination des acteurs locaux
- La promotion du vivre ensemble et l'amélioration du cadre de vie
- La facilitation administrative en privilégiant les téléprocédures

LOGEMENT

① Démographie : INSEE	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre total de logements	5 460	79 153	504 100
Part de logements vacants	7,2%	6,6%	5,8%
Nombre de résidences principales	5 010	72 992	468 351
Part des résidences principales avec un statut propriétaire	54,9%	60,3%	56,1%
Part des résidences principales avec un statut de locataire privé	18,2%	18,8%	16,5%
Part des résidences principales avec un statut de locataire HLM	20,1%	17,3%	23,1%
② Socio-économique : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Part des allocataires ayant un taux d'effort supérieur à 30 %	25,5%	25,4%	21,4%
Nombre d'impayés de loyers parmi les bénéficiaires d'aide au logement	100	735	6 488
Part d'impayés parmi les bénéficiaires d'une aide au logement	7,4%	6,4%	6,4%
③ Public allocataire : CAF	Montmagny	CA PLAINE VALLEE	Val d'Oise
Nombre d'allocataires bénéficiaires d'une aide au logement	1 347	11 418	101 943
Part des allocataires bénéficiaires d'une aide au logement	41,3%	34,8%	40,6%
dont bénéficiant d'APL	52,7%	56,3%	62,0%
dont bénéficiant d'ALF	29,7%	24,2%	21,0%
dont bénéficiant d'ALS	17,6%	19,5%	17,0%

Sources : Insee 2017 + CAF 2019

Analyse des données socio-démographiques et éléments de contexte :

La commune compte 93.2% de résidences principales, 54.9% avec le statut de propriétaire et 38.3% avec le statut locataire en adéquation avec la communauté d'agglomération et le Département.
41.3% des allocataires sont bénéficiaires d'une aide au logement contre seulement 34,8% pour la communauté d'agglomération et 25.5% ont un taux d'effort supérieur à 30%.

Structures existantes :

- BAILLEURS : OPAC, 3F (144 logements sur le contingent communal) et CDC habitat ;

Activités proposées :

- Instruction des demandes de logement
- Orientation vers le dispositif DALO et gestion des urgences selon les situations

Enjeux :

- Une offre de services aux habitants pour lutter contre le non recours

LE SOUTIEN FINANCIER DE LA CAF

Prestations légales versées par la CAF au titre de l'année 2019

Nombre d'allocataires différents : 3 624

Montants des prestations Petite Enfance (PAJE et PREPARE)	2 669 293 €
Montants des prestations familiales d'entretien (AF, CF, AJPP, ASF, ARS, AEEH)	9 376 168 €
Montants des prestations logement (APL, ALF, ALS)	4 002 668 €
Montants des prestations RSA + PPA	5 344 206 €
Montants des prestations handicap (AAH)	1 570 190 €
TOTAL	22 962 525 €

Financements d'action sociale au titre de l'année 2019

Prestations de Service (PS)	
Accueil Loisirs Sans Hébergement	104 279 €
Etablissement Accueil Jeune Enfant	642 043 €
Contrat Local Accompagnement Scolaire	24 500 €
Centre social	67 693 €
avec animation collective famille	22 648 €
Animation locale (EVS - ludothèque)	0 €
Foyer Jeunes Travailleurs	0 €
Lieu d'Accueil Enfants Parents	4 920 €
Médiation Familiale	0 €
Relais Assistant(e)s Maternel(le)s	25 732 €
TOTAL	891 815 €

Autres financements	Fonctionnement	Investissement
Petite enfance	0 €	0 €
Jeunesse	25 732 €	0 €
Animation de la vie sociale	0 €	0 €
Fonds locaux hors PCPE	395 €	0 €
Fonds Publics et Territoires Enfance	0 €	0 €
Fonds Publics et Territoires Jeunesse	0 €	0 €
Fonds Publics et Territoires Logement	0 €	0 €
Fonds rééquilibrage Enfance	1 285 €	0 €
Divers	0 €	0 €
Espace Rencontre	0 €	0 €
Maison d'Assistant(e)s Maternel(le)s	0 €	0 €
REAAP	3 000 €	0 €
Prévention de la radicalisation	0 €	0 €
Aide au projet (ADS-ADAQ-APFco)	15 800 €	0 €
TOTAL	46 212 €	0 €

Contrat Enfance Jeunesse	
Volet Enfance	283 029 €
Volet Jeunesse	215 689 €
TOTAL	498 718 €

TOTAL ACTION SOCIALE

1 436 745 €

Accusé de réception en préfecture
095-219504271-20221006-DL2022-0610-069-DE
Date de télétransmission : 18/10/2022
Date de réception préfecture : 18/10/2022

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

Equipements éligibles aux bonus territoire

Situation au 31/12/2021

Commune de Montmagny	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Micro-crèche Lévriers
	Mini –crèche Berteaux
	Crèche Familiale Sprimont
	Halte garderie des Sablons
LAEP	-
RPE	RPE Montmagny
ALSH	Espace Jean-François VILLEMANT
	Espace Suzanne VALADON
	Centre de loisirs Cornouiller
	Centre de loisirs Les Vergers
	Accueil des Lévriers
	Accueil Eugénie COTTON
	Accueil Jean-Baptiste CLEMENT
LUDOTHEQUE	-

ACTIONS IDENTIFIÉES	ANNÉE DE DÉMARRAGE	RÉFÉRENTS DES ACTIONS
PETITE ENFANCE		
Développer l'offre d'accueil du jeune enfant sur la commune	2023	Mme PERROS, directrice petite enfance
Etudier l'opportunité de relancer le PCPE sur la commune	2023	Mme PERROS, directrice petite enfance
Maintenir une offre d'accueil en faveur des familles en insertion	2022	Mme PERROS, directrice petite enfance
Accompagner les professionnels de la petite enfance pour l'accueil des enfants porteurs de handicap	2023	Mme PERROS, directrice petite enfance
ENFANCE-JEUNESSE		
Soutenir et professionnaliser le métier d'animateur sur les temps périscolaires	2022	Mme MEISSONNIER, coordinatrice périscolaire
Maintenir une offre d'accueil de qualité dans les ALSH	2022	Mme MEISSONNIER, coordinatrice périscolaire
Pérenniser les actions de sensibilisation sur la pause méridienne	2022	Mme MEISSONNIER, coordinatrice périscolaire
Maintenir une offre de séjours pour les enfants de 4-13 ans	2022	Mme ADDE, directrice du service scolaire
Soutenir l'engagement citoyen des jeunes	2022	M. POUPET, directeur service des sports et jeunesse
Créer des actions de sensibilisation et de prévention pour la jeunesse	2022	M. POUPET, directeur service des sports et jeunesse
Maintenir une offre diversifiée pour la jeunesse sur la commune	2022	M. NDOFULA, responsable club ado et CLAS -M. AMOUGOU
Etudier l'opportunité d'ouvrir un 2eme SIJ sur la commune	2022	M.BAH, responsable du service CIIJ
PARENTALITE		
Renforcer les actions de soutien à la fonction parentale	2023	Mme ADDE-M. CAMARA
Développer les réseaux d'entraide et groupes de paroles	2022	M.CAMARA, directeur du centre socio-culturel
Maintenir les sorties familles pendant les vacances scolaires	2022	M.CAMARA, directeur du centre socio-culturel
ANIMATION DE LA VIE SOCIALE		
Restructurer et consolider le pilotage du Centre Social	2022	M.CAMARA directeur du centre socio-culturel
INSERTION-ACCES AUX DROITS		
Pérenniser les actions d'insertion vers l'emploi pour tous les habitants de la commune	2022	M.BAH responsable du service CIIJ
Dynamiser le réseau partenaire sur la commune	2023	M.CAMARA directeur du centre socio-culturel
INCLUSION NUMERIQUE		
Offrir un réseau wifi gratuit aux habitants dans les structures communales	2022	M.FLOQUET – M. JAKOMULSKI, directeur des services d'information
Etudier l'opportunité d'une labellisation Point Numérique Caf au Centre Social	2023	M.CAMARA directeur du centre socio-culturel

PETITE ENFANCE

ACTION n°1 : DEVELOPPER L'OFFRE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT SUR LA COMMUNE

Diagnostic initial	Public cible
<p>La commission d'attribution des places du 11/05/2022 a traité 149 inscriptions pour 47 places à pourvoir, soit un taux de satisfaction de 31 %.</p> <p>Au vu de ce constat, les places en crèche sont donc insuffisantes pour les magnymontois et le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s étant en déclin, les familles risquent de ne pas avoir de mode d'accueil pour leur enfant car les places sur le relais petite enfance sont très faibles pour cette rentrée 2022 et les familles vont devoir s'orienter sur les communes avoisinantes.</p>	<p>Familles avec un enfant âgé de 10 semaines jusqu'à la scolarisation</p>
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<p>Développer l'offre d'accueil par la création de places supplémentaires afin de satisfaire les familles et réduire le nombre de réponses négatives.</p> <p>Laisser le choix aux familles de reprendre une activité professionnelle et ne pas poser un congé parental en raison d'un refus de place en crèche.</p>	<p>Réservation de places par l'intermédiaire d'une délégation de service public ou autre et envisager la création d'une crèche</p>
	Année de démarrage de l'action
	<p>2023</p>
Référents de l'action	Résultats attendus
<p>Directrice du service de la petite enfance : Sophie PERROS</p>	<p>Diminuer la liste d'attente et satisfaire des familles qui pourront concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle.</p> <p>Augmentation du nombre de places proposées aux magnymontois.</p>
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
<p>Service de la petite enfance</p> <p>Caisse d'Allocations Familiales</p> <p>Conseil Départemental</p>	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de places réservées- Nombre d'inscriptions à traiter dans la liste d'attente- Nombre de familles intégrant un mode d'accueil
Financements mobilisables	
<ul style="list-style-type: none">- Ville- Groupe spécialisé dans la création et la gestion de crèches ou privé- CAF et CD	

PETITE ENFANCE

ACTION n°2 : ETUDIER L'OPPORTUNITE DE RELANCER LE POINT CONSEIL PETITE ENFANCE (PCPE) SUR LA COMMUNE

Diagnostic initial	Public cible
Les familles doivent contacter plusieurs services différents afin d'avoir des informations relatives à la naissance d'un enfant	Les familles connues de la CAF lors de la déclaration d'une grossesse et les parents ayant confirmé la naissance à la suite d'une préinscription en crèche
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none">Permettre aux magnymontois d'avoir une information globale simultanée sur toutes les questions qu'ils peuvent se poser autour de la naissance d'un enfant (présentation des modes d'accueil, des droits et prestations CAF, du service PMI, etc) .Offrir aux familles à l'issue de la réunion une valisette avec de la documentation pour une communication efficiente.	Réunion une fois par an avant la commission d'attribution des places
	Année de démarrage de l'action
	2023
Référents de l'action	Résultats attendus
Directrice du service de la petite enfance : Sophie PERROS	Transparence pour les critères d'attribution des places Satisfaction des familles au regard des informations transmises Renforcement des échanges avec l'équipe pluridisciplinaire
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Service de la petite enfance en intégrant le Relais PE et service communication PMI CAF	Nombre de personnes conviées Nombre de personnes participant à ces temps d'échanges Retour des questionnaires de satisfaction à la fin de la réunion et taux de satisfaction
Financements mobilisables	
Ville	

PETITE ENFANCE

ACTION n°3 : MAINTENIR UNE OFFRE D'ACCUEIL EN FAVEUR DES FAMILLES EN INSERTION

Diagnostic initial	Public cible
25 familles sur 149 en profil insertion (1 des 2 parents est au chômage ou en formation) apparaissent sur la liste de la commission d'attribution des places et souhaitent un mode d'accueil afin de pouvoir être en recherche d'un travail	Les familles en profil insertion ayant fait une inscription en crèche, celles-ci représentent 16.70 % de la liste d'attente de MAI 2022
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Satisfaire les familles en profil insertion afin qu'elles puissent concilier leur vie familiale et être disponibles pour effectuer des démarches de recherche d'emploi Permettre aux enfants d'avoir des moments sereins et ludiques hors du domicile familial	Maintenir les places existantes et optimiser tous les créneaux possibles
	Année de démarrage de l'action
	2022
Référents de l'action	Résultats attendus
Directrice du service de la petite enfance : Sophie PERROS	Renforcer l'insertion professionnelle Meilleur accompagnement des familles et création d'un lien social dans un souci d'accéder aux dispositifs d'accès à l'emploi Permettre aux enfants de vivre leur petite enfance dans un lieu autre que le domicile qui est parfois anxiogène en raison des difficultés des parents
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Service de la petite enfance	Nombre de familles inscrites sur la liste d'attente pour la commission d'attribution des places en profil « insertion » Nombre d'enfants de familles en insertion accueillis en crèche sur l'année Nombre de familles ayant suivi une formation ou trouvé un emploi après l'accueil de l'enfant
Financements mobilisables	

CAF

PETITE ENFANCE

ACTION n°4 : ACCOMPAGNER LES PROFESSIONNELS DE LA PETITE ENFANCE POUR L'ACCUEIL DES ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP

Diagnostic initial

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, oblige les établissements recevant du public à être accessibles. En ce sens, il semble primordial que les professionnels soient formés au handicap pour garantir un accueil de qualité

Public cible

Agents travaillant dans des EAJE de la commune

Objectifs opérationnels

- Garantir un accueil de qualité au public en situation de handicap.
- Proposer des accueils et des actions adaptés aux diverses situations de handicap.
- Soutenir les professionnels prenant en charge les enfants porteurs de handicap ou en cours de diagnostic.

Modalités de mise en œuvre

Organiser des sessions de formation pour le personnel

Année de démarrage de l'action

2023

Référents de l'action

Directrice du service de la petite enfance : Sophie PERROS

Résultats attendus

Accueil de qualité des enfants en cours de diagnostic ou porteurs de handicap

Services mobilisés / partenaires sollicités

Service petite enfance
PMI

Indicateurs d'évaluation

Nombre de formations effectuées
Nombre d'agents formés
Nombre d'enfants porteurs de handicap accueillis (évolution après les formations)

Financements mobilisables

CAF

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°5 : SOUTENIR ET PROFESSIONNALISER LE METIER D'ANIMATEUR SUR LES TEMPS PERISCOLAIRES

Diagnostic initial		Public cible	
La scolarisation des enfants porteurs de handicap croit depuis plusieurs années. Les structures périscolaires se doivent de les accueillir dans les meilleures conditions sans que pour cela les animateurs en aient les compétences pédagogiques, techniques et psychologiques.		-animateurs périscolaires	
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre	
<ul style="list-style-type: none">• Professionnaliser les 2 animateurs supplémentaires.• Accompagner les enfants porteurs de handicap dans tous les moments périscolaires.• Acquérir les outils nécessaires pour consolider leur posture professionnelle dans cet accompagnement.• Partager leurs savoirs aux autres animateurs afin que ces enfants soient pleinement intégrés à la vie des structures.		<ul style="list-style-type: none">-rendre pérenne les 2 postes d'animateurs accompagnants-proposer des formations adaptées à ces agents puis les étendre aux autres animateurs-renforcer les liens avec l'école, les équipes éducatives, les AVS en temps scolaires.	
		Année de démarrage de l'action	
		2022	
Référénts de l'action		Résultats attendus	
Service de la Vie scolaire et périscolaire : Sonia Meissonnier, coordinatrice périscolaire		<ul style="list-style-type: none">-intégration des enfants porteurs de handicap à la vie de la structure en tenant compte de la différence-faciliter l'inclusion par un partage des connaissances et des techniques-stabiliser ce personnel par un renforcement des acquis tant technique que comportemental	
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation	
<ul style="list-style-type: none">-Service Vie scolaire et périscolaire pôle périscolaire-CNFPT-MDPH-Education Nationale-CAF		<ul style="list-style-type: none">-nombre d'enfants porteurs de handicap accueillis-nombre de formations suivies-création de liens avec la MDPH en tant que partenaire à part entière-acceptation des animateurs accompagnants aux réunions éducatives des écoles-acceptation par l'ensemble des animateurs à intégrer un enfant porteur de handicap dans tous les moments de la journée	
Financements mobilisables			
<ul style="list-style-type: none">- Ville- Etat (MDPH) ?			

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°6 : MAINTENIR UNE OFFRE D'ACCUEIL DE QUALITE DANS LES ALSH

Diagnostic initial		Public cible	
Les structures périscolaires accueillent les enfants scolarisés âgés de 3 à 11 ans avant et après l'école, le mercredi et pendant les vacances scolaires. Le temps consacré à ces enfants dans ces structures ne peut être considéré comme exclusivement une garde d'enfant mais bien un temps éducatif.		<ul style="list-style-type: none">- Enfants âgés de 3 à 11 ans- animateurs quant aux formations nécessaires	
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre	
<ul style="list-style-type: none">- Accentuer les centres d'intérêt des enfants en aiguisant leur curiosité, en développant leurs talents par des ateliers de qualité.- Aider les enfants à devenir acteur de leur choix en développant leur libre-arbitre et leur esprit critique par la mise en place d'un fonctionnement des structures le permettant réellement.- Accompagner les enfants à la compréhension des règles de vie en société en leur donnant les clefs nécessaires quant à leur future vie citoyenne.- Associer les parents aux actions des structures en les incluant aux démarches éducatives.		<ul style="list-style-type: none">- renforcement de l'équipe de responsables périscolaires : réflexions éducatives-méthodologie de projets-accompagnement des animateurs- professionnalisation des animateurs par la formation théorique et pratique.- suivi de l'organisation et du fonctionnement des structures à adapter aux choix éducatifs	
		Année de démarrage de l'action	
		Renforcement dès 2022	
Référénts de l'action		Résultats attendus	
Service de la Vie scolaire et périscolaire : pôle enfance Sonia Meissonnier : coordinatrice des activités périscolaires		<ul style="list-style-type: none">- augmentation des ateliers proposés aux enfants renforçant les apports culturels, artistiques, environnementaux.- renforcement des moments d'échanges entre enfants et adultes.-disponibilité quant à l'accueil des parents, portes ouvertes, spectacles,	
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation	
Services vie scolaire et périscolaire-culturel-communication-formation SDJES- intervenants extérieurs-CNFPT		<ul style="list-style-type: none">- partage de connaissances entre les structures- lien entre les thèmes d'activités le mercredi et les accueils périscolaires- attitude spontanée des enfants quant à la poursuite de l'atelier d'un jour à l'autre- intérêt des familles à la vie du centre et non à la production immédiate de leur enfant : % des familles- Nombre d'agents ayant suivi une formation et/ou ayant participé à des temps d'échanges pédagogiques	
Financements mobilisables			
Ville CAF			

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°7 : PERENNISER LES ACTIONS DE SENSIBILISATION SUR LA PAUSE MERIDIENNE

Diagnostic initial

L'interclasse du temps méridien dure 2 heures durant lesquelles les enfants déjeunent et se détendent à l'école avant la reprise de l'après-midi.
L'attitude de certains enfants en salle de restaurant n'est pas compatible avec la vie sociale : agressivité, refus de goûter, gaspillage.
Le comportement de certains enfants en temps libre montre une carence de repères éducatifs.

Public cible

Les enfants scolarisés en écoles publiques âgés de 3 à 11 ans déjeunant à l'école

Objectifs opérationnels

Ce temps, s'il n'est pas enrichi, peut être une source d'ennui et de désœuvrement.
Ce moment est propice à l'apprentissage des règles de vie en collectivité et à la réflexion quant à la place de chacun vis-à-vis des autres.
- Inciter les enfants au respect de soi-des autres- de leur environnement immédiat
- Favoriser la coopération - l'entraide-...
- Permettre à chacun de gérer son temps personnel
- Rendre acteurs les enfants dans la lutte contre le gaspillage alimentaire en lien avec l'éducation au goût et la préservation de l'environnement.

Modalités de mise en œuvre

- création de groupes de réflexion (enfants) concernant la lutte contre le harcèlement à l'école- l'acceptation de la différence
- création d'un groupe de réflexion (enfants) relatif à l'usage de la cour et son partage.
- proposition de jeux de coopération et d'entraide.
- mise en place d'ateliers collectifs : chants-fresques-... d'ateliers « calmes » : contes – coin lecture- jeux individuels.
- suivi du gaspillage alimentaire : relevé et suivi des denrées jetées – courbes d'amélioration
- implication active des enfants aux commissions de restauration afin de transmettre leurs travaux : résultats-progression -idées d'amélioration

Année de démarrage de l'action

Tout au long de l'année 2022 en lien avec les écoles, à adapter selon les sites

Référents de l'action

Direction Vie scolaire et périscolaire : pôle enfance- Atsem- restauration
Sonia Meissonnier : coordinatrice des activités périscolaires

Résultats attendus

- temps méridien apaisé aussi bien dans le restaurant que dans la cour
- échange en confiance avec les adultes
- autorégulation (progressive) des enfants quant à leur mode de relations
- diminution du gaspillage alimentaire dont attitude plus respectueuse

Services mobilisés / partenaires sollicités

Education nationale
Prestataire de restauration de la Ville
Intervenants extérieurs : « café-philos », CPAM (prévention santé)

Indicateurs d'évaluation

- enfants disponibles à la reprise de l'école l'après-midi tant physiquement que mentalement
- diminution des conflits entre enfants
- relations plus sereines avec les adultes
- nombre de groupes de réflexion mis en place et nombre d'enfants participants
- nombre d'ateliers collectifs réalisés et nombre d'enfants impliqués

Financements mobilisables

Ville

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°8 : MAINTENIR UNE OFFRE DE SEJOURS POUR LES ENFANTS DE 4-13 ANS

Diagnostic initial		Public cible
Certains enfants ne partent pas en vacances l'été. D'autres fréquentent le centre de loisirs les 2 mois complets. Quelques familles estiment que ce type d'offre n'est pas pour elles et qu'elles ne peuvent y accéder. Le rapport fille/ garçon au départ des séjours pré-adolescents n'est pas équilibré		Enfants âgés de 4 à 13 ans
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none">- favoriser le départ d'enfants en vacances- accompagner à la séparation les familles et les enfants- assurer une certaine mixité sociale lors des séjours afin d'éviter l'effet « ghetto »- palier les difficultés de saisir les informations par quelques familles- équilibrer les départs filles/garçons en s'assurant de la complémentarité des activités proposées		<ul style="list-style-type: none">- choix variés de séjours permettant à l'enfant dans chaque tranche d'âge de choisir un séjour correspondant à ses aspirations- utilisation de tous les supports de communication afin d'informer les familles. Chaque enfant reçoit à l'école une plaquette individuelle- information supplémentaire directe des familles dont les enfants fréquentent le CLAS scolaire/l'accueil de loisirs tout l'été
		Année de démarrage de l'action
		2022
Référénts de l'action		Résultats attendus
Service de la Vie scolaire et périscolaire, Sonia MEISSONNIER		<ul style="list-style-type: none">- acceptation par certaines familles que cette action s'adresse aussi à leurs enfants- mixité sociale équilibrée- accentuation du départ des filles âgées de 11 à 13 ans
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- service de la Vie scolaire et périscolaire- repérage par le coordinateur périscolaire et par le référent CLAS scolaire		<ul style="list-style-type: none">- nombre d'enfants partis en séjours de vacances- % filles/garçons partis en séjours pré-adolescents- satisfaction des enfants et des familles en fin de séjour- retour des réponses au questionnaire de satisfaction en fin de séjour- séjours complets pour chaque destination.
Financements mobilisables		
<ul style="list-style-type: none">- Ville- bons VACAF- participation des familles de 10% à 50% du coût du séjour selon QF- aide des services sociaux-du PREI- participation éventuelle de l'employeur		

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°9 : SOUTENIR L'ENGAGEMENT CITOYEN DES JEUNES

Diagnostic initial

On peut s'apercevoir que le manque d'engagement est une caractéristique des jeunes générations, mais qui s'étend finalement à l'ensemble de la population, de la société en général. La montée de l'individualisme est un constat observé sur le plan international et qui semble concerner tous les types de sociétés.

Dans le même temps, on assiste à des positions individuelles et collectives de plus en plus marquées (repli sur soi, rejet de la différence, montée de communautarisme...), des comportements et des idées attirées par les extrêmes et le développement de radicalités en tout genre.

Public cible

Jeunes de 11/17 ANS

Objectifs opérationnels

- Encourager les initiatives des adolescents et renforcer leur accompagnement éducatif, y compris par les outils numériques en renforçant la présence éducative numérique auprès des jeunes
- Favoriser l'engagement citoyen des jeunes en favorisant les actions d'accompagnement éducatif visant à promouvoir l'ouverture culturelle et sociale à transmettre les valeurs de la République et à développer l'esprit critique en les accompagnant, en les soutenant et en valorisant leurs projets
- Permettre le développement des actions favorisant l'autonomie des jeunes en favorisant l'émergence de projets innovants et adaptés aux attentes des adolescents
- Proposer des offres spécifiques attractives réfléchies par et pour les jeunes
- Réaliser un maillage territorial d'offres de loisirs que les jeunes aient envie de fréquenter et qui leur permettent un apprentissage de la mixité sociale, intergénérationnelle, culturelle, etc.

Modalités de mise en œuvre

- Création d'un compte « Service Jeunesse » sur un réseau social de type Snapchat/Instagram accessible aux jeunes pour le partage d'informations, la présentation d'action du CMJ et du service jeunesse, la communication, pour que les jeunes soient force de proposition par le biais du numérique, ...
- Mise en place de temps de rencontre avec les jeunes pour le choix des actions et la mise en place des actions choisies,
- Conseil Municipal des jeunes avec la mise en place de 3 commissions environnement, loisirs-culture-sports, sécurité et prévention,
- Présentation auprès des jeunes, par les membres du CMJ eux-mêmes, des actions proposées par les 3 commissions
- Organisation d'événements et de débats dont les thèmes seront choisis par les jeunes

Année de démarrage de l'action

Septembre 2022

Référents de l'action	Résultats attendus
Nsimba NDOFULA, Responsable Club Ado et CLAS Olivier AMOUGOU, Responsable Club Junior Olivier POUPET, Directeur Service des Sports et de la Jeunesse	Augmentation du nombre de jeunes participant aux différentes actions par rapport à l'année précédente, Nombre de propositions réalisables ou non émanant des jeunes, Nombre de projets mis en place et nombres de projets aboutis.
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Service des Sports et de la Jeunesse	Nombre de nouvelles actions réalisées Nombre d'actions portées par les adolescents Nombre et nature des actions par le biais du numérique
Financements mobilisables	Pour les nouvelles actions, l'évaluation et le bilan attendus en N+1 porteront sur la nature du projet au regard de l'action initialement prévue, le public concerné, les modalités de mise en œuvre (lieu de l'action, calendrier, moyens humains...) et l'atteinte des objectifs visés au regard du diagnostic (nombre de jeunes et de familles bénéficiaires, impact des actions sur la prise d'autonomie...).
Appel à projets politique de la ville Financement CAF Financement Ville	

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°10 : CREER DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE PREVENTION POUR LA JEUNESSE

Diagnostic initial	Public cible
La société dans laquelle nous vivons aujourd'hui présente un ensemble de différences considérables entre les générations. Les nouvelles technologies, la vitesse avec laquelle les gens vivent et les modes font que les jeunes et les enfants sont confrontés à des problèmes concrets qui valent la peine d'être connus et gérés par anticipation.	Jeunes (préados et ados) Adultes
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Prévenir les conduites à risques (tous types d'addictions, et autres problématiques) présentes au sein du public jeune.	Organisation d'actions de prévention des conduites à risques sur des thématiques différentes (prévention routière, habitudes alimentaires, conduites addictives, harcèlement, santé, délinquance / déviance ...)
	Année de démarrage de l'action
	Septembre 2022
Référents de l'action	Résultats attendus
Olivier Poupet, Directeur service des Sports et de la Jeunesse	Sensibiliser le public aux conduites à risques Amener à une prise de conscience Provoquer un changement des comportements et habitudes de vie
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Interne : salariés, et bénévoles de l'association Externe : tous les partenaires sensibles à ces actions (assurances, médecins, gendarmerie, pompiers, associations...) et pouvant intervenir de manière ponctuelle suivant la thématique à traiter ou le domaine d'expertise	Nombre d'actions réalisées et thèmes abordés en fonction des problématiques rencontrées Nombre de participants aux différentes actions Bilans des partenaires et impact sur les publics (retours par questionnaires ou débriefing)
Financements mobilisables	
Appel à projets politique de la ville Financement CAF Financement Ville	

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°11 : MAINTENIR UNE OFFRE DIVERSIFIEE POUR LA JEUNESSE SUR LA COMMUNE

Diagnostic initial	Public cible
Après recherche et diagnostic des activités de ces dernières années, nous remarquons un manque de diversification des activités notamment dans le domaine artistique et culturel. Le côté sportif, collectif et éducatif étant prédominant, il est nécessaire de remettre la diversification des activités au centre des décisions.	Jeunes (12-17ans)
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none">- Développer la curiosité et l’esprit critique- Valoriser l’envie d’apprendre- Favoriser l’ouverture d’esprit et la découverte- Faciliter l’accès au savoir	Organisations de sorties au sein de musées, théâtres, concerts, cinémas, spectacles... Participation des jeunes au choix des spectacles, à la programmation sur l’année
	Année de démarrage de l’action
	Septembre 2022
Référents de l’action	Résultats attendus
Nsimba NDOFULA, responsable club ado et CLAS Olivier AMOUGOU, responsable Club Junior Animateurs	Développement des connaissances Etablir une culture générale solide
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d’évaluation
Prestataires et partenaires culturels Partenaires associatifs	Nombre d’actions artistiques et culturelles proposées par mois/par trimestre Fréquentation des jeunes/ mixité sociale/ mixité des participants (homme/femme), Satisfaction des jeunes (recueil des avis, débats ...)
Financements mobilisables	
Appel à projets politique de la ville Financement CAF Financement Ville	

ENFANCE – JEUNESSE

ACTION n°12 : ETUDIER L'OPPORTUNITE D'OUVRIR UN 2EME SIJ SUR LA COMMUNE

Diagnostic initial	Public cible
Nombreux jeunes collégien-ne-s et lycéen-ne-s de Montmagny et familles sont confrontés à une difficulté d'orientation scolaire et de proximité du service SIJ (devenu CIIJ) ; ce qui occasionne une perte de mobilisation à l'école, un manque d'information et un retard progressif dans la réussite de leur projet d'études. L'expérimentation des permanences mobiles dans la ville a permis de collecter, confirmer et comprendre ces besoins de proximité.	Habitants Collégiens, Lycéens, Etablissements scolaires
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Service de proximité ; Anticiper sur les besoins des usagers ; Renforcer la proximité parents, institutions, jeunes Développer le « aller-vers » Communication « hors les murs »	Installation Stand dans les grands espaces publics Permanences dans les QPV ; Permanences dans les collèges/lycées ;
	Année de démarrage de l'action
	2022 (en cours)
Référents de l'action	Résultats attendus
Thierno A. Bah Responsable de service CIIJ	Appropriation du CIIJ Service de proximité ; Développement de la prévention, Facilité d'orientation
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Jeunesse et sports, associations, établissements scolaires ;	Retour d'avis des parents ; Taux de retour après permanences ; Taux de relance ; L'accès aux dispositifs et/service du CIIJ ; Sollicitations du corps professionnel (école) de services du CIIJ
Financements mobilisables	Nombre de permanences dans les QPV et dans les établissements scolaires et nombre de personnes accueillies
Caf, service jeunesse	

PARENTALITÉ

ACTION n°13 : RENFORCER LES ACTIONS DE SOUTIEN A LA FONCTION PARENTALE

Diagnostic initial	Public cible
La fonction parentale n'est pas une affaire simple, quel que soit l'âge des enfants ; nous constatons sur le territoire que les parents sont dévoués et sont à la recherche d'outils et de soutien qui leur permettront de mieux aborder et gérer certaines phases de l'enfance et de l'adolescence. Les parents ont besoin de créer du lien afin de ne pas rester seuls face à des difficultés qui les dépassent parfois. Nous sommes souvent interpellés par rapport à des questions de parentalité, sur des sujets qui reviennent souvent tel que la scolarité, la petite enfance, le handicap, la gestion des émotions ainsi que sur des thèmes plus pratiques : le sommeil, comment dire non. De nombreuses actions sont déjà effectuées dans la ville mais la demande des parents est en augmentation et malheureusement la crise de la COVID-19 a engendré de nombreuses difficultés.	Tous les parents de la ville, les grands-parents et les assistantes familiales ainsi que le personnel travaillant auprès d'enfants
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none">- Soutenir et accompagner les parents dans la fonction parentale.- Favoriser l'échange entre les parents.- Valoriser et légitimer les parents dans l'éducation de leurs enfants.	<p>Recensement des besoins :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mise en place de réunions, création d'un questionnaire.- Recensement des difficultés perçues par le personnel accueillant les enfants <p>Création d'un planning de groupes d'échanges avec les parents.</p> <ul style="list-style-type: none">- Elaboration d'un planning avec les parents.
	Année de démarrage de l'action
	2023
Référents de l'action	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none">- Centre socioculturel (Monsieur CAMARA directeur du centre socioculturel)- Service scolaire (Madame ADDE directrice du service scolaire)	<ul style="list-style-type: none">- Création d'un lieu ressource dans la ville.- Création d'un espace d'échanges- Avoir des parents plus à l'aise dans leur fonction.
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Services de la ville.- Service prévention santé de la CNAM- CAF- Service social départemental	<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'actions mises en place suite au recensement des besoins- Nombre de participants aux différentes actions réalisées- Questionnaire d'évaluation
Financements mobilisables	

PARENTALITÉ

ACTION n°14 : DEVELOPPER LES RESEAUX D'ENTRAIDE ET LES GROUPES DE PAROLE

Diagnostic initial		Public cible	
Les parents sont confrontés à des situations difficiles qu'ils ont du mal à gérer (gestion des émotions, entrée dans l'adolescence, différence d'âge dans la fratrie ou encore la suspicion d'un handicap chez l'enfant notamment l'autisme, etc...) tout comme leur entourage familial qui vit également des moments délicats. Toutes ces personnes sont en demande de groupes leur permettant d'échanger librement et avec bienveillance, partager leurs expériences et pouvoir être rassurées par des professionnels de la petite enfance, de l'enfance ou de l'adolescence. Les parents dont les enfants sont nés durant la période de confinement et plus particulièrement depuis l'apparition de la COVID-19 ont besoin de ce genre d'espace afin d'être aidés, entendus et soutenus. De nombreux parents discutent avec les membres de l'équipe du centre socioculturel sur l'importance de ce genre d'espace car il s'agit pour beaucoup d'un moyen de rompre l'isolement et de se rendre compte que la parole permet d'avancer et de ne pas rester bloqué.		<ul style="list-style-type: none">- Les familles avec enfant(s) à charge.- Les assistantes familiales.- Les grands-parents.	
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre	
<ul style="list-style-type: none">- Consolider la fonction familiale.- Rompre l'isolement.- Construction d'un collectif de parents.- Construction d'un groupe d'échanges libre et bienveillant.- Partager des expériences afin de ne pas rester seul(e)s.		Observation et échanges avec les parents, les grands-parents et les assistantes maternelles lors des temps de ludothèques, de LAEP et d'ateliers enfants-parents. Puis proposition de mise en place de groupes de paroles. Elaboration de thèmes avec les parents, en fonction des sujets qui seront retenus nous procéderons à la recherche de professionnels. Enfin nous co-construirons un calendrier avec les parents.	
		Année de démarrage de l'action	
		A partir de septembre 2022.	
Référénts de l'action		Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">- Monsieur CAMARA Oumarou (directeur du centre socioculturel).- Madame BICHARD Céline (animatrice socioculturelle).- Madame JOSEPH Daniana (animatrice socioculturelle).- Référént(e) familles (en cours de recrutement).		<ul style="list-style-type: none">- Mise en place d'un espace d'écoute, d'échanges.- Pérennisation du centre socioculturel comme un lieu d'entraide et de création de liens.	
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation	
<ul style="list-style-type: none">- CAF.- Services de la ville (PREI, service jeunesse, CCAS, service scolaire, petite enfance, communication).- APCE ET ACEPE et Education Nationale		<ul style="list-style-type: none">- Fréquence des groupes de paroles.- Taux de participation.- Questionnaires de satisfaction.	
Financements mobilisables			

PARENTALITÉ

ACTION n°15 : MAINTENIR LES SORTIES FAMILLES PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES

Diagnostic initial		Public cible	
<p>Nous sommes très sollicités par les familles magnymontoises pour les sorties familiales. Elles aiment sortir en famille afin de découvrir des lieux et de s'enrichir culturellement. Nombreuses d'entre elles éprouvent des difficultés à sortir seules par rapport à des freins financiers, ou par manque d'autonomie ou encore à cause d'un souci de mobilité. De plus, le centre socioculturel est le seul service de la ville qui propose des sorties familles, nous avons donc beaucoup de demandes.</p>		Les familles avec enfant(s) à charge	
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre	
<ul style="list-style-type: none">- Permettre aux familles d'accéder à des temps de loisirs en famille.- Rompre l'isolement.- Favoriser les temps d'échange, de partage entre les habitants et créer du lien.- Permettre aux familles de découvrir des lieux qu'elles ne connaissent pas.- Inciter les familles à s'inscrire et s'investir dans les activités du centre socioculturel.- Maintenir le mélange, le partage et convivialité.- Continuer à jouer un rôle majeur en tant qu'acteur de la parentalité sur le territoire.		<p>Recueil des besoins et des idées des familles de manière informelle lors de différents ateliers, pendant les comités des familles, mise en place d'une boîte à idées. Afin que les familles soient actives dans la vie du centre socioculturel et forces de propositions. Nous élaborerons ensemble le planning des sorties familles avec un équilibre entre le loisir et le culturel.</p>	
		Année de démarrage de l'action	
		2022	
Référénts de l'action		Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">- Monsieur CAMARA Oumarou (directeur du centre socioculturel).- Madame BICHARD Céline (animatrice socioculturelle).- Madame JOSEPH Daniana (animatrice socioculturelle).- Réfèrent(e) familles (en cours de recrutement).		<ul style="list-style-type: none">- Permettre aux familles de sortir de MONTMAGNY.- Permettre aux familles de découvrir de nouveaux lieux.- Connaissance de nouvelles familles.- Mise en place d'un cadre d'échange et de partage	
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation	
<ul style="list-style-type: none">- CAF- Services de la ville (communication, PREI)- SSD		<ul style="list-style-type: none">- Nombre de familles touchées.- Nombre de nouvelles familles rencontrées- Fréquence des sorties.- Questionnaires de satisfaction	
Financements mobilisables			

ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

ACTION n°16 : RESTRUCTURER ET CONSOLIDER LE PILOTAGE DU CENTRE SOCIAL

Diagnostic initial

Le projet social de territoire est arrivé à terme. Il s'agit de la période de 2018 à 2022. Un nouveau projet est en cours de construction. Il faudra impliquer toutes les personnes qui gravitent autour du centre socioculturel en mettant l'accent sur la participation collective afin de permettre à chacun de s'exprimer et de pouvoir s'approprier le centre. De plus, le poste de direction est resté vacant pendant six mois, il faut donc redynamiser et relancer la machine.

Public cible

Tous les habitants sur la commune

Objectifs opérationnels

- Concevoir un nouveau projet social de territoire.
- Impliquer tous les habitants, les partenaires et les bénévoles dans la construction du nouveau projet social.
- Proposer un accueil, des services et des ateliers de qualité qui répondent aux besoins et attentes des habitants.

Modalités de mise en œuvre

1. Avril-mai 2022 : évaluation sous forme de groupe de travail avec les membres de l'équipe et distribution de questionnaires aux habitants.
2. Juin 2022 -janvier 2023 : réactualisation du diagnostic sous forme de réunions collectives partenariales avec les habitants, les bénévoles et les partenaires.
3. Janvier 2023-juin 2023 : rédaction et élaboration du diagnostic social en traitant toutes les données récoltées, puis rédaction du nouveau projet social.
4. Juin 2023 : présentation orale du projet lors du comité de pilotage.

Année de démarrage de l'action

2022

Référents de l'action

- Monsieur CAMARA Oumarou (directeur du centre socioculturel).
- Madame MANGENEY Hafida (agent d'accueil et gestion administrative et financière).
- Référent(e) familles en cours de recrutement.

Résultats attendus

- Mise en place de nouveaux axes.
- Un diagnostic ou un projet qui répondra aux attentes des habitants.
- Un centre socioculturel encore plus proche des habitants, dans lequel les magnymontois et les partenaires se sentent bien et trouvent toutes les réponses à leurs questions ainsi que des agents installés dans une équipe stable

Services mobilisés / partenaires sollicités

Centre socio-culturel

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de réunions collectives.
- Nombre de participants aux réunions collectives.
- Validation du nouveau projet social de territoire.

Financements mobilisables

CAF et municipalité

INSERTION-ACCES AUX DROITS

ACTION n°17 : PERENNISER LES ACTIONS D'INSERTION VERS L'EMPLOI POUR TOUS LES HABITANTS DE LA COMMUNE

Diagnostic initial	Public cible
Les différents diagnostics (structurels et « en marchant ») ont permis d'identifier de nombreux manques de savoir-faire en technique de recherches de stage, d'emploi, de connaissance de l'univers de l'entreprise et des métiers à fort impact d'emploi . Le public CIIJ : 14 - 30 ans scolarisé-e-s qui ne peuvent bénéficier des services Missions locales pourraient donc bénéficier des permanences « découverte » sous forme d'atelier et/ou réunion d'information.	Collèges, parents, lycées, étudiants, primo arrivants (rsa /jeunes)
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Mieux accompagner le public 14 – 30 ans ; Faciliter l'orientation scolaire ; Prévention contre le décrochage ; Sensibiliser les jeunes sur les métiers porteurs ; Elargir les champs du possible ;	Organisation d'une « Journée Ecole Métier Emploi » /mois dans nos locaux ;
	Année de démarrage de l'action
	2022 - (Septembre 2022)
Référents de l'action	Résultats attendus
Thierno A. BAH Responsable de Service CIIJ	Connaissance des opportunités d'orientation ; Réduction du décrochage scolaire et/ou de l'orientation professionnelle ;
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Jeunesse et sports, ccas, ferme de l'espoir, association,	Collaborations avec les écoles ; Participation des élèves, collégiens, lycéens, étudiants ; Fréquence de la demande ; Mobilisation des acteurs directs/indirects.
Financements mobilisables	Nombre de journées Ecole-Métier-Emploi réalisées et nombre de personnes accueillies Evolution du décrochage scolaire (si possible obtenir les chiffres par les établissements)
La Caf ; le service jeunesse, les opco (opérateurs de compétences)	

INSERTION-ACCES AUX DROITS

ACTION n°18 : DYNAMISER LE RESEAU PARTENAIRE SUR LA COMMUNE

Diagnostic initial	Public cible
Le centre socioculturel dispose d'un grand nombre de partenaires et peut en faire profiter tous les autres services. Les agents du centre ont l'habitude d'échanger avec les partenaires autour de questions importantes pour les habitants telles que la santé mentale et affective, l'emploi, la parentalité ou encore l'aide administrative. Il est important que le centre permette aux autres services de la ville de profiter des partenaires afin de faciliter l'orientation des habitants et de répondre plus sereinement et aisément aux besoins.	Les agents de la ville et les habitants.
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none">- Accompagner au mieux les habitants.- Créer des rencontres entre les différentes structures.- Mettre en place des informations collectives.- Créer un espace numérique de travail.- Organiser des évènements en commun.- Permettre aux agents de la ville de profiter des partenaires du centre socioculturel.	Groupes de travail et création d'outils de communications
	Année de démarrage de l'action
	Janvier 2023
Référents de l'action	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none">- Monsieur CAMARA Oumarou (directeur du centre socioculturel).- Madame BICHARD Céline (animatrice socioculturelle).- Madame JOSEPH Daniana (animatrice socioculturelle).- Référent(e) familles en cours de recrutement).	<ul style="list-style-type: none">- Obtenir une meilleure information.- Recherche de mixité du public lors de l'organisation d'évènements.- Avoir une vue d'ensemble et une connaissance accrue de ce que proposent les autres services.
Services mobilisés / partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Services de la ville.- Partenaires du centre socioculturel (CAF, service social départemental, ACEPE...)	Nombre de groupes de travail Nombre d'outils de communication construits Nombre d'évènements organisés en commun Mesure de la satisfaction des partenaires sur les actions réalisées favorisant la mise en réseau
Financements mobilisables	

INCLUSION NUMERIQUE

ACTION n°19 : OFFRIR UN RESEAU WIFI GRATUIT AUX HABITANTS DANS LES STRUCTURES COMMUNALES

Diagnostic initial		Public cible	
Depuis des années, les hôtels et cafés proposent déjà une connexion Wi-Fi gratuite à leurs clients. Aujourd'hui, cette option est en train de devenir une offre de base auprès des administrés qui se rendent dans diverses structures de la collectivité.		Tout public et notamment le public peu aisé ne disposant pas de fournisseur d'internet	
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre	
17 bornes wifi sont prévues, réparties sur l'ensemble du territoire communal : L'hôtel de ville : 3 bornes en fonction depuis Mars 2022. Séminaire : 3 bornes prévues. La chapelle : 2 bornes en fonction depuis 2021. Centre Social Saint-Exupéry : 1 borne en fonction depuis Mars 2022. Le Centre Culturel Pergame : 3 bornes prévues. La Médiathèque : 1 borne prévue. L'Espace Suzanne Valadon : 1 borne prévue L'Espace Jean-François Villemant : 1 borne prévue Le Gymnase à proximité de Villemant : 2 bornes prévues		- Acquisition des bornes wifi. - Configuration selon un schéma spécifique en y intégrant les contraintes de sécurité, car les flux seront mutualisés sur l'infrastructure en lieu et place. - Contrainte de la capacité des liens en lieu et place des différentes structures. - Contrainte de câblage sur certains lieux (à créer), si présent alors OK - Déploiement de la borne wifi à un emplacement qui permet au signal de ne pas être perturbé par une certaine catégorie de matériaux.	
		Année de démarrage de l'action	
		De 2021 à 2023	
Référénts de l'action		Résultats attendus	
Commune : M. Le Maire (Patrick Floquet) Service : Direction des systèmes d'information (Michel Jakomulski)		Émergence d'une offre nouvelle en faveur de l'inclusion numérique	
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation	
Commune : Direction des systèmes d'information ; Entreprise de câblage informatique (spécialisée dans le câblage des bâtiments)		- Obligations légales : lorsque vous mettez en place un réseau Wi-Fi ouvert au public, vous devez respecter un certain nombre d'obligations légales. Elles sont définies par l'ARCEP, le RGPD et la CNIL, notamment en ce qui concerne l'enregistrement et la conservation des identifiants de connexion. -Portail Captif et Authentification : sur un réseau Wifi invité, les utilisateurs sont généralement authentifiés en y inscrivant une adresse mail via un portail captif, cette fonction permet à l'autorité territoriale de se dédouaner des risques encourus sur l'usage qui en est fait par l'utilisateur. - Nombre de bornes wifi installées	

INCLUSION NUMERIQUE

ACTION n°20 : ETUDIER L'OPPORTUNITE D'UNE LABELLISATION POINT NUMERIQUE CAF

Diagnostic initial		Public cible	
La pandémie de la COVID-19 a malheureusement accentué la facture numérique, de nombreux services de l'Etat sont dématérialisés. De nombreux habitants sont perdus face au tout numérique soit parce qu'ils n'ont pas d'outils à la maison ou alors ils ne savent pas utiliser un ordinateur, une application ou internet. Les écrivains publics et les agents du centre sont très souvent sollicités pour des aides administratives en lien avec le numérique. Les sites qui reviennent souvent sont la CAF et la CPAM. Pour la CAF, malgré la présence hebdomadaire d'une CESF au centre, les demandes d'aides sont fréquentes y compris pour la CPAM qui depuis le confinement de 2020 ne reçoit que sur rendez-vous via la plateforme AMELI.FR.		Tous les habitants de la ville	
Objectifs opérationnels		Modalités de mise en œuvre	
<ul style="list-style-type: none">- Identifier les besoins des habitants.- Lutter contre la fracture numérique.		Recensement des besoins des habitants et mise en place de sessions de formations.	
		Année de démarrage de l'action	
		2023	
Référénts de l'action		Résultats attendus	
<ul style="list-style-type: none">- Monsieur CAMARA Oumarou (directeur du centre socioculturel)- Madame MANGENEY Hafida (agent d'accueil, gestion administrative et financière)- Madame BICHARD Céline (animatrice socioculturelle)- Madame JOSEPH Daniana (animatrice socioculturelle)- Référent(e) familles en cours de recrutement		<ul style="list-style-type: none">- Un meilleur accès au service.- Accompagnement des habitants dans leurs démarches administratives.- Accompagnement vers l'autonomie.- Une maîtrise de l'outil informatique	
Services mobilisés / partenaires sollicités		Indicateurs d'évaluation	
<ul style="list-style-type: none">- Services de la ville- CAF- Ecrivains publics		<ul style="list-style-type: none">- Nombre de sessions de formation organisées- Nombre de personnes reçues pour un accompagnement (qui ont besoin d'aide)- Autonomie des habitants (appréciation de cet indicateur à l'aide d'un questionnaire)	
Financements mobilisables			

ANNEXE 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

La gouvernance est assurée conjointement par la Caf du Val d'Oise et la commune de Montmagny conformément à l'article 6 de cette convention.

Deux instances sont créées :

➤ Le comité de pilotage stratégique

Il est composé

- Pour la commune de Montmagny :

- De Monsieur le Maire
- Du Directeur Général des services ou adjoint,
- Du chargé de coopération CTG,
- De personnes ressources en fonction des sujets.

- Pour la Caf :

- De Madame la Directrice Générale ou son représentant
- De Madame la Directrice adjointe chargée de l'action sociale ou son représentant
- Des personnes référentes pour la CTG,
- De personnes ressources en fonction des sujets.

Ses missions :

- Assure le suivi de la Ctg
- Décide du maintien ou de l'évolution des actions
- Valorise les réussites

Le comité de pilotage stratégique se réunit à la fin de la CTG ou plus fréquemment si nécessaire.

➤ Le comité technique opérationnel

Il est composé

- Pour la commune de Montmagny :

- Du Directeur Général des services ou adjoint,
- Du chargé de coopération Ctg,
- Des responsables de service : petite enfance, enfance-jeunesse, ...
- Des référents des fiches actions établies,
- De personnes ressources en fonction des sujets.

- Pour la Caf

- Des personnes référentes pour la Ctg,
- Des référents des fiches actions établies,
- De personnes ressources en fonction des sujets.

Ses missions :

- Evalue les réalisations
- Partage un point d'étape sur l'avancée du plan d'actions
- Mobilise chaque acteur sur les mises en œuvre à venir
- Propose des solutions sur les freins repérés
- Identifie les points d'arbitrage à soumettre au comité de pilotage

Ce comité technique se réunit une à deux fois par an à l'initiative des référents Ctg CAF et commune de Montmagny.

➤ Le poste de chargé de coopération Ctg :

Afin d'accompagner les différents acteurs de la Ctg, la Caf et la commune de Montmagny s'associent pour formaliser le poste de chargé de coopération Ctg.

Les attentes de ce poste sont détaillées dans la convention d'objectif et de financement pilotage.

En tant que chef de projet, le chargé de coopération est le garant du maillage transversal opérationnel, de l'animation et de la mise en œuvre des actions retenues dans la Ctg.

ANNEXE 5 – Evaluation

L'évaluation a pour finalités :

- D'apporter les informations nécessaires à la prise de décision et aux orientations à prendre
- D'informer les bénéficiaires, les acteurs et les décideurs de l'évolution des actions, des résultats atteints en adéquation avec les objectifs de départ
- De comprendre et tirer les enseignements des écarts éventuels constatés entre le projet et le bilan réalisé

La démarche d'évaluation sera composée de deux volets :

- Le suivi des résultats avec la réalisation du plan d'actions et l'évaluation des actions mises en place dans le cadre de la Ctg
 - Chaque action prévoit des indicateurs d'évaluation
 - L'évaluation des actions sera réalisée chaque année
- La mesure de la plus-value de la Ctg (impacts et effets) en fin de convention

Objectif : Améliorer la lisibilité de l'intervention de la Caf

- La Caf est-elle mieux repérée dans ses rôles et ses missions par les familles et par les partenaires locaux ?
- Les familles et les partenaires sollicitent-ils la Caf à bon escient ?

Objectif : Améliorer le partenariat local

- En quoi la Ctg a renforcé le partenariat ?

Objectif : Proposer des services adaptés aux besoins des habitants du territoire

- Des structures ou services existants ont-ils été optimisés ?
- Des structures ou services nouveaux ont-ils été créés ? De nouveaux habitants fréquentent-ils ces structures ou ces services ?

Les résultats seront présentés en comité de pilotage stratégique.

**ANNEXE 6 – Décision du conseil municipal de la commune de Montmagny en date
du 6 octobre 2022**